

## 6

### LE DÉCLIN INSTITUTIONNEL DU “DÉVELOPPEMENT AGRICOLE” EN ARGENTINE : PAROLES D’AGENTS EN QUÊTE D’IDENTITÉ

CHRISTOPHE ALBALADEJO<sup>1</sup>

#### **Réajustement structurel et accélération du déclin du programme institutionnel**

François Dubet (2002) décrit dans la croissance dans nos sociétés de ce qu’il appelle le « travail sur autrui », autrement dit des activités salariées et professionnelles qui visent explicitement à transformer autrui, et la longue et profonde mutation affectant le programme institutionnel sur lequel ce travail repose.

Le programme institutionnel ne désigne ni un type d’organisation ni un type de culture, mais un mode de socialisation, ou, pour être plus précis, un type de relation à autrui, celui que l’instituteur, le prêtre ou le médecin pouvaient mettre en œuvre avec leurs élèves, leurs fidèles ou leurs malades (Dubet, 2002 ; 13).

La description que fait cet auteur du programme institutionnel en tant que médiation : 1) entre des valeurs universelles et des individus, 2) effectuée par des individus animés d’une vocation et 3) visant à inculquer à l’individu des normes le rendant autonome et libre, nous permet sans trop de

---

1. Géographe à l’INRA-SAD, chercheur associé à l’UR 102 de l’IRD.

difficulté de l'appliquer à l'idéologie du développement agricole via la modernisation technique qui a été en vigueur de façon hégémonique au cours des années 1950, 60 et 70. Ce modèle de développement agricole est entré dans une crise chronique depuis les années 1980 tant en Argentine qu'en France d'ailleurs et dans bien d'autres pays. Dubet nous montre combien le programme institutionnel est mis à mal par les contradictions croissantes de la « modernité » et le malaise indéfinissable que cela produit dans les identités et les modes d'actions de ceux qui ont fait du travail sur autrui leur métier. En témoignent les incertitudes et difficultés relatées par les agents de développement agricole, appelés *extensionistas* en Argentine, que je propose ici de mieux comprendre. « Le déclin du programme institutionnel est une longue mutation et pas seulement une crise, même si la plupart des acteurs le vivent, en France surtout, comme tel », nous dit Dubet. De fait, la crise du développement agricole semble ne jamais en finir en Argentine. Pourtant la profondeur des transformations de ces dix dernières années et la brutalité des réformes et de leurs conséquences, dans le secteur agricole et les espaces ruraux notamment, nous a conduit à nous interroger sur l'accélération du déclin du programme institutionnel et surtout sur l'émergence de nouvelles représentations et pratiques professionnelles que les agents en contact avec les populations ont dû réinventer face à l'effondrement des repères anciens.

L'Argentine est en effet devenue tristement célèbre pour la sévérité et l'orthodoxie avec lesquelles elle a appliqué (à travers le plan de convertibilité du président Carlos Menem en vigueur de 1991 à 2001) les mesures d'ajustement structurel préconisées par les institutions internationales. On a pu lire à la une des journaux à quelle crise économique, sociale et politique sans précédent cette politique l'a conduite en décembre 2001. Je ne reviendrai pas ici sur les caractéristiques et les effets de cette politique, décrits par ailleurs (Saiegh & Tommasi, 2000 ; Rolland & Chassin, 2003). Je me contenterai de rappeler l'importance du retrait de l'État dans le développement agricole, avec la suppression des grands organismes de régulation (*Junta Nacional de Granos*, *Junta Nacional de Carnes*, etc.) et une réduction drastique du nombre de fonctionnaires nationaux (de

359 000 en 1990 à 57 000 en 2000). Or l'État était le principal soutien du programme institutionnel du développement agricole.

En 1999 puis 2000, j'ai pu réaliser des entretiens avec une quarantaine des ingénieurs agronomes<sup>2</sup> ou vétérinaires qui travaillent directement auprès des éleveurs et agriculteurs. Il ne s'agit pas d'un échantillon représentatif. J'ai cherché à interroger au moins 3 ou 4 personnes occupant un même type d'emploi, c'est-à-dire travaillant pour des coopératives, l'INTA (*Instituto Nacional de Tecnología Agropecuaria*, organisme officiel de recherche et de développement agricole), le mouvement CREA (*Consortios Regionales de Experimentación Agropecuaria*, mouvement présenté comme l'équivalent des CETA français, dont il s'est inspiré. Ils sont aujourd'hui près de 170 groupes de 10 à 12 producteurs en Argentine), les firmes privées, de petits commerces locaux d'intrants agricoles ou ayant leur propre cabinet conseil). J'ai interviewé de façon exhaustive les personnes effectuant ce type de travail dans deux districts<sup>3</sup> du sud-ouest de la province de Buenos Aires : celui de Bahía Blanca (ayant un pôle urbain de plus de 300 000 habitants) et Pigüé (pôle urbain de 12 000 habitants). Il s'agissait d'entretiens semi-directifs comportant quatre grandes questions portant sur :

- a) la description de leurs trajectoires et de leurs activités actuelles,
- b) les difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs activités,
- c) la description des personnes avec qui ils sont en relation dans leur activité,
- d) quelles sont les formations suivies et leurs besoins de formation.

L'objectif était d'aider à la transformation des enseignements de la faculté d'agronomie de la Universidad Nacional del Sur à

---

2. Ce sont les ingénieurs qui exercent en Argentine, depuis 40 ans, les fonctions d'agents de développement agricole alors qu'en France ces fonctions revenaient, et reviennent encore majoritairement, à des gens ayant un BTA ou BTS agricole.

3. Le district (*partido*, dans la province de Buenos Aires) est la plus petite unité territoriale disposant d'autorités élues (maire et conseillers municipaux).

Bahía Blanca. Les citations se concentrent ici sur un petit nombre de cas afin que le lecteur puisse se familiariser avec des personnes. J'ai regroupé celles-ci en quatre types en fonction de leurs réactions face au « déclin du programme institutionnel ». Je commencerai cependant par une description de l'agent idéal-typique du programme institutionnel tel que les personnes que j'ai rencontrées ont toutes pu me le décrire de façon détaillée et unanime, le plus souvent avec un sentiment confus de regret d'un âge d'or pas très précisément situé (années 70 ?).

### 1. Le mythe du « professionnel »

Si l'on s'en tient aux déclarations recueillies auprès des agents, qui ont plutôt tendance à établir des distinctions voire des barrières entre eux et qui désertent leurs institutions communes (comme les cercles locaux d'ingénieurs agronomes), on serait tenté d'analyser séparément les métiers d'ingénieurs agronomes de terrain selon qu'ils travaillent à l'INTA, dans les coopératives, dans les petits commerces locaux d'intrants (appelés *agronomías*) ou dans leurs propres cabinets conseil. Pourtant, l'étude des récits concernant leurs itinéraires professionnels et l'observation des actants<sup>4</sup> auxquels ils font le plus souvent référence dans ces récits montrent que tous ces mondes communiquent fortement et de diverses manières : ces ingénieurs parlent entre eux et se voient régulièrement, ont des associations communes, sont parfois en concurrence, ont travaillé successivement pour beaucoup d'entre eux dans deux ou trois types d'emplois différents, voire dans tous. Être agent de terrain (*extensionista*) d'une coopérative est d'ailleurs souvent un premier emploi. Monter un cabinet conseil est la plus prestigieuse des activités. Ces ingénieurs en effet rêvent d'une

---

4. Acteurs apparaissant dans le récit, selon l'expression tirée de l'analyse structurale du récit (Demazière & Dubar, 1997), méthode qui a inspiré nos traitements d'entretiens.

relation de profession<sup>5</sup> entre eux et leurs clients ou destinataires de leurs services qui sont appelés les *productores* (producteurs), et se réfèrent à des valeurs transcendant les uns et les autres (la modernisation, la production).

Le vivier de ces professionnels est en grande partie le monde de la petite exploitation familiale pampéenne<sup>6</sup> (près de la moitié des agents interviewés en sont issus). Or Romain Gaignard (1979) a montré l'importance de l'accès à la ville et aux études des enfants des petits et moyens exploitants ruraux pampéens (*charareros*). Dans ce contexte, les facultés d'agronomie ont pu constituer le moyen pour les fils de ces *chacareros* de rester liés aux affaires agricoles, voire de reprendre la gestion de la petite exploitation du père, sans pour autant en faire dépendre tous leurs revenus ni se couper de possibilités d'intégration en ville.

D'ailleurs, le premier emploi de ces ingénieurs est souvent la coopérative, dont le père est adhérent. Parfois même nos interlocuteurs ont disposé d'une bourse d'étude de la

---

5. Calquée sur la relation établie par les professions libérales et savantes (*learned professions*). J'ai ici repris l'expression d'Erwin Goffman, qui distingue, dans les relations de type professionnel, celles qui mettent en contact les praticiens (*practionners*) avec les membres d'une organisation et ceux qui sont en contact avec le public, et, au sein de cette dernière catégorie, ceux en contact avec une série de groupes et ceux en contact avec une succession d'individus (service personnalisé) ; et enfin, dans cette dernière catégorie, ceux qui effectuent un service technique automatique (téléphoniste, etc.) et ceux dont l'habileté exige une compétence rationnelle et reconnue que ne peut raisonnablement pas acquérir le bénéficiaire ou client. Goffman estime que cette dernière catégorie est basée sur la relation de profession (ou encore, dit-il, Goffman « de service », mais je n'ai pas repris l'expression de « relation de service » à laquelle l'économie a donné par la suite un sens différent). Il donne l'exemple emblématique du service de réparation (*tinkering service*), (Goffman, 1968).

6. Autrement dit, les exploitations de ceux que Gaignard appelait des paysans dans sa thèse (Gaignard, 1979). Le vocable de *chacareros* désigne également cette catégorie, qui est fortement hétérogène mais nettement séparée de celle des *estancieros*. En effet, aucun *chacarero* ne s'est transformé en *estanciero* (ni l'inverse d'ailleurs) et ces deux mondes sont restés dans des inscriptions territoriales inchangées depuis 1930 : c'est ce que R. Gaignard appelle la « cristallisation de la dichotomie agraire » (qui a réussi à maintenir environ la moitié de l'espace pampéen dans 5% des exploitations, qui sont de vastes unités pastorales de plus de 1 000 hectares).

coopérative elle-même qui leur a permis d'aller étudier en ville, et, le plus souvent, ces jeunes ruraux aussi ont fait partie des Jeunesses Agraires des coopératives. Dès leur entrée dans la coopérative, le principe essentiel est celui du temps partiel : l'ingénieur ne saurait être un simple employé de l'organisation, une partie de son temps doit être consacrée au conseil privé afin qu'il conserve l'apparence d'un professionnel. En fait, ce conseil est le plus souvent dispensé dans des groupes de développement rassemblant une dizaine de producteurs adhérents. Ces groupes d'adhérents des coopératives (il en existe d'environ un à quatre par coopérative) ont été organisés dans un système de développement rural dénommé ACER<sup>7</sup>. L'idée est qu'il s'agit d'une élite rurale médiatrice entre la base et la modernisation agricole, processus jugé unanimement indispensable au progrès de ces exploitations familiales adhérentes des coopératives et traduit comme synonyme de développement rural. L'ingénieur agronome conseiller (*asesor*) est rétribué directement pour ses services par les groupes, mais le système ACER de ACA<sup>8</sup> lui permet d'être relié à un réseau de pairs échangeant des expériences et partageant des formations. La coopérative en Argentine est plus qu'une organisation, elle est une véritable institution<sup>9</sup> : elle socialise les jeunes et tente de leur transmettre des valeurs de la coopérative et du monde rural, elle dispose d'associations de femmes d'agriculteurs s'occupant des fêtes, de la vie rurale, etc., elle forme ses leaders dans les groupes ACER et va même jusqu'à donner un premier emploi au fils fraîchement sorti de la faculté d'agronomie... En ce sens, les coopératives se doivent d'adhérer pleinement au programme institutionnel qui consolide l'intégration systémique<sup>10</sup> des

---

7. *Acción Cooperativa en Extensión Rural*, dont le coordinateur au niveau national est depuis 28 ans Pedro Carricart.

8. *Asociación de Cooperativas Argentinas* : une coopérative de 160 coopératives comprenant 90 000 adhérents et 160 *extensionistas*.

9. Au sens d'une organisation dotée d'une capacité de socialisation s'imposant aux individus et leur permettant de construire des identités collectives et individuelles.

10. Au sens où l'entend Giddens : « comment l'interaction qui a cours dans des contextes de co-présence est-elle structurellement engagée dans des

familles rurales (par la vente des produits, les achats, les informations en provenance de la coopérative) par la production et la reproduction d'une culture et de valeurs propres permettant une socialisation par et dans la coopérative.

Le rôle de l'INTA dans la socialisation de ces ingénieurs a été également très important et continue de l'être. En tant qu'organisme de recherche de portée internationale, il est bien sûr au sommet du programme institutionnel : producteur des normes des « bonnes pratiques ». Mais ses petites agences de développement et l'ingénieur qui en est le responsable (*el extensionista*) sont au cœur d'une vie sociale locale des ingénieurs dans les espaces ruraux pampéens. Romain Gaignard a mis en évidence le rôle fondamental de la « petite ville active<sup>11</sup> », espace privilégié de socialisation et d'action des *chacareros* dans l'organisation de ces espaces. La coopérative joue un rôle essentiel dans la sociabilité des producteurs au sein de ces petites villes actives et l'agence locale de l'INTA y tient un rôle central dans la sociabilité des ingénieurs agronomes. Son ingénieur est souvent parmi les fondateurs du Collège local des Ingénieurs Agronomes, dont les réunions, et même le siège, sont abrités par l'agence d'*extensión* de l'INTA. L'INTA est d'autre part perçu, pas toujours à tort, comme une administration nationale apte à dépasser, voire contrarier, les pratiques clientélistes des agences provinciales ou locales de développement. Dans certains cas, des agents nous ont décrit leur propre activité avant l'arrivée de l'INTA comme des *junta-votos* (chasseurs de votes).

Cette profession est aussi caractérisée par la construction institutionnelle d'un public destinataire. Il s'agit d'une catégorie d'exploitants situés dans la frange entre les producteurs CREA (agriculteurs et éleveurs formant un monde à part, même s'ils partagent les mêmes valeurs de modernisation par la science et de productivité) et les *minifundios*, qui sont les exploitations

---

systèmes caractérisés par une grande distanciation spatio-temporelle ? » (1987 ; 36).

11. *Pueblo* en Argentine, comportant jusqu'à 20 000 âmes et que traduit mal en effet le mot de « village », pas seulement pour des raisons de taille, mais aussi de caractéristique de la vie sociale : plus communautaire que sociétaire.

trop petites pour constituer des unités économiques viables. Personne parmi les agents de développement ne sait répondre à ce qu'est la viabilité... mais tous savent donner dans leurs régions un seuil (*la escala*) au-dessous duquel leur profession n'est plus concernée (les *minifundios* sont censés relever de l'action des assistantes sociales et des programmes de solidarité sociale, et non des institutions du secteur agricole). Le seuil supérieur n'est jamais précisé car les producteurs CREA sont présentés comme un modèle, quoique jugés pour certains hors de portée... Ils donnent en effet le modèle de producteur entrant dans le champ de la profession : il s'agit des producteurs conventionnels, encore dénommés producteurs traditionnels, vivant principalement de leur exploitation et combinant grandes cultures et élevage bovin.

La profession repose sur une visible et sincère vocation de ces ingénieurs agronomes à se dédier à la cause de la modernisation pour ce public. Celle-ci est renforcée par les valeurs et la culture propre à leur intégration sociale de nature communautaire dans les groupes de développement et au sein de la petite ville active.

Mais à y regarder de plus près, les caractéristiques des métiers de ces ingénieurs agronomes ne cadrent pas avec ce que devrait théoriquement être une véritable relation de profession. En effet :

- ces ingénieurs travaillent depuis parfois plus de vingt ans pour les mêmes groupes de producteurs et ne s'adressent donc qu'en théorie à un public, qu'ils ne côtoient guère ;
- ils sont liés par des relations personnelles, voire affectives, aux producteurs de ces groupes ou de petits réseaux d'habités. Ce biais amical dans la relation a été qualifié ces dernières années d'*amiguismo* par certains de ceux (notamment les responsables) qui cherchaient à réformer les services de développement ;
- nombre d'ingénieurs évoquent l'importance du charisme dans leur métier et s'identifient plus au rôle de l'instituteur qu'à celui du médecin... ;
- leurs émoluments, payés régulièrement chaque mois par les groupes de développement au service desquels ils travaillent, ressemblent plus à un salaire qu'à des honoraires.



Pourquoi alors ce mythe du professionnel ? Pour des raisons multiples et complexes sans doute, mais aussi parce que cela fait partie de l'existence d'un programme institutionnel à propos de la modernisation agricole. Le programme a besoin de médiateurs entre le profane (les connaissances des producteurs) et le sacré (les connaissances des centres de recherche agricole), et les valeurs en vigueur dans la société (en particulier le secteur agraire, qui fournit le plus gros du contingent d'ingénieurs ayant cette vocation de médiateurs) font que le travail de ces médiateurs s'est plus aisément légitimé dans la relation de profession, quitte à en faire un mythe. Nous allons voir à présent comment le déclin du programme institutionnel conduit à l'effondrement du mythe.

## **2. Les conseillers (*asesores*) des coopératives : le désenchantement du développement**

Ces vingt dernières années, les coopératives ont dû faire face à de profonds changements dans leurs relations avec leur environnement social et économique, en particulier avec leurs adhérents et plus largement avec l'ensemble du monde rural. Dans les années 1980, un grand nombre d'entre elles ont connu des difficultés économiques du fait de la concurrence et certaines ont fait faillite ou ont été absorbées dans d'autres coopératives ou bien encore ont dû fusionner. Tous ces processus de concentration ont bien sûr éloigné l'organisation de sa base sociale. Cela n'a plus le même sens d'être adhérent d'une coopérative qui a repris (parfois par des procédés brutaux) celle que l'on a toujours connue, dont le siège n'est plus dans sa petite ville et qui a demandé avant de pouvoir en être membre à part entière une période probatoire !

Les difficultés économiques et les contraintes d'une économie de marché sont le plus souvent invoquées pour rendre compte de ces changements (Carricart & Bustos Cara, 2002). De fait, on a assisté à un phénomène de cisaillement car les difficultés ont été ressenties durement, pour des raisons différentes, tant par le producteur adhérent que par la

coopérative, ce qui a conduit à de vives tensions et à un éloignement de part et d'autre. La coopérative a dû appliquer des critères de gestion plus stricts et impersonnels, réduire ses coûts, abandonner une partie de ses activités sociales, veiller plus sévèrement au recouvrement des impayés, éviter toute largesse, etc. Tout un autre esprit ! Dans le même temps nombre de *chacareros* s'endettaient non seulement auprès des banques, mais aussi auprès de leurs fournisseurs dont en particulier leurs coopératives. Pedro Carricart raconte de façon bouleversante la transformation de la fonction de l'agent de développement de la coopérative à qui le directeur (*el gerente*) réclame d'obtenir le recouvrement, « lui qui connaît le mieux ces producteurs », faute de quoi la coopérative exclut l'adhérent puis en vient aux procédures judiciaires. On imaginera sans mal les contradictions intolérables que cette évolution produit avec les identités forgées dans le système antérieur et son incompatibilité avec une relation de profession. Il n'est que de penser à l'obligation éthique de secret auquel est tenu le professionnel, qui montre très clairement que les *extensionistas* des coopératives ont été soumis depuis les années 80 à une intégration plus poussée dans l'organisation en tant que salariés, ce qui conduit à leur dé-professionnalisation. Ceci est très clairement rapporté par Inta1 et Cambio1, qui ont choisi en 1984 et 1985 de démissionner des coopératives qui les employaient à temps partiel pour se consacrer pleinement à leurs cabinets conseil (plus tard, en 1992, Inta1 entrera à l'INTA) :

Je suis parti de la coopérative [en 1984, il y travaillait depuis 1972] parce que j'avais ce travail avec le groupe, il fallait que j'assume un travail d'administration et, à un moment donné, les exigences de travail étaient telles que je devais être à la coopérative tous les jours, du lundi au vendredi (Inta1).

J'en suis parti en 1985. J'ai duré un an et des poussières, et encore ! Oui, oui. Un effort très grand. Personne ne durait là-bas, on n'y dure jamais, nous les professionnels [*No duraba nadie ahí, nunca duramos los profesionales*]. Euh... je pense qu'il y avait une différence de conception avec le directeur (Cambio1).

La coopérative cesse progressivement d'être une institution pour ne devenir qu'une organisation, et pourtant elle n'y

parvient pas tout à fait ; cela conduit à une coexistence ambiguë et pas toujours pacifique entre des personnalités fort différentes, et souvent des conflits de valeurs et des contradictions chez un même individu. C'est ce que nous avons constaté chez un certain nombre de nos interlocuteurs. « La conscience de vivre dans un monde ouvert et déchiré, dans un monde pluraliste, provient aussi du fait que la plupart des institutions ont perdu leur monopole », nous dit Dubet (*op.cit.*, p. 55). Pour les coopératives en tout cas, suivant en cela l'évolution générale de nos sociétés, l'intégration systémique par le biais des marchés, des flux d'information, des réseaux impersonnels s'impose à l'intégration sociale. C'est ce que nous décrit Coopel (successeur de Intal à ce poste), qui suit en cela le mode d'action de la coopérative qui l'emploie : Coopel parvient à maintenir sa pratique professionnelle d'*asesor* à peu près identique grâce au fait qu'il rejette systématiquement hors de son monde (de sa socialisation professionnelle) tous les producteurs qui sont plus à même de se maintenir dans le système (intégration systémique).

Et bon je crois que... [silence]. Je ne sais pas si on est exactement un *extensionista*. Je crois qu'on est un conseiller [*asesor*], ... qui, dans une certaine mesure, fait de l'*extensión* mais je ne me présenterais pas exactement en tant que tel, en tout cas comme un *extensionista* pur, parce que... il faut dire une chose, les temps, et... la demande. Je crois que nous sommes si... si nous avons ici les agriculteurs de pointe [*los productores de punta*], ceux du milieu et ceux du bas pour ainsi dire, pour leur donner un nom, je ne suis pas un expert en *extensión* [rires], mais... mais je crois que nous donnons beaucoup de temps – ça a quasiment toujours été le cas – à ces gens et à ces gens ici [il montre sur un papier, sur lequel il griffonne un cercle, qui représente les agriculteurs de point et du milieu], ... nous du fait du temps que nous consacrons, parce que ces gens à chaque fois demandent plus... [ceux du bas].

*Enquêteur : vous n'avez pas le temps d'aller les voir ?*

Et de fait nous n'allons pas les voir. Je ne sais pas si la coopérative nous a un jour mis dans nos fonctions [*nos puso en nuestras funciones*] qu'il fallait aller voir ces gens. Parce que ces gens doivent adopter un changement d'attitude, aujourd'hui les temps, et les temps économiques, s'il n'est pas disposé et n'a pas changé, il ne changera

pas et je crois que tout ça, c'est à l'État de s'en occuper, pas à une coopérative. Bon, mais c'est une question de définition, c'est-à-dire qui met les ressources pour aider ceux-là? (Coopel).

Et pourtant en abandonnant cette « fiction nécessaire »<sup>12</sup> que tous les *chacareros* peuvent « y arriver » et que la coopérative est là pour tous, les pratiques de cet ingénieur restent identiques en travaillant pour les seuls qui peuvent se moderniser un peu plus, mais son rôle social en revanche change profondément de nature. Ainsi la coopérative aurait tendance à ne plus être un lieu de socialisation pour les producteurs (et leurs familles), du moins articulé à leur intégration systémique dans le système coopératif. Plus encore : tout se passe comme si le fonctionnement des coopératives (intégration systémique) n'avait plus besoin de cette socialisation : ni pour recruter de nouveaux adhérents par le biais de la Jeunesse Agraire, ni pour les fidéliser par un attachement personnel, ni pour disposer de groupes d'élites montrant le chemin aux autres, ni pour former en interne ses leaders de demain. Ni non plus besoin d'un médiateur entre les valeurs universelles du progrès et les valeurs de la communauté locale (en cela les groupes ACER faisait partie intégrante de cette médiation).

Il faut nuancer une vision de cette évolution qui ferait la part belle aux seules raisons (voire impératifs...) économiques. Il s'agit aussi en grande partie d'une évolution sociale et culturelle. Les coopératives se sont rêvées en entreprises « modernes » ayant à faire à des clients et non à des adhérents. Leurs cadres ont pu aspirer à des relations moins personnelles et une séparation plus claire entre leurs vies privées et le travail, les fils des producteurs ont pu vouloir s'échapper de la coopérative de papa, jugée un peu trop envahissante, et mener à bien des

---

12. Selon une expression de Dubet, qui désigne par là des cadres cognitifs et moraux indispensables à l'accomplissement du projet de socialisation. Les acteurs n'y croient pas vraiment, mais ils ne peuvent y renoncer sans que leur travail se vide de sens : les enseignants, par exemple, savent que tous les élèves ne réussiront pas, malgré leurs efforts, et les infirmières savent que bien des malades mourront, quels que soient les soins, et pourtant ils font comme si ce n'était pas le cas.

projets plus personnels, et surtout ils ont pu légitimement vouloir vendre au plus offrant.

Deux remarques cependant. D'une part, cette dé-professionnalisation de l'agent des coopératives n'est pas complète, ni sans doute n'a vocation à l'être (tout au moins tant que la crise économique durera) ! En effet, qui mieux que ces agents appréciés des producteurs, connaisseurs intimes des familles, capables d'empathie voire de compassion mais contrôlables par le directeur, serait plus à même de gérer les effets collatéraux de cette séparation entre intégration sociale et systémique, et plus prosaïquement qui mieux qu'eux pourrait tenter de récupérer l'argent prêté par la coopérative avant d'en venir aux procédures froides de recouvrement et à la faillite avec vente aux enchères des exploitations ?

D'autre part, après vingt ans de « rationalisation » censée suivre les grandes tendances mondiales des entreprises privées et qui a vu, au sein des coopératives argentines, le règne des gestionnaires et des financiers écraser celui des leaders et des animateurs, le calcul et le résultat immédiat remplacer la raison universelle et la solidarité, on assiste à un niveau global à un retour des entreprises dans la cité et dans le territoire (Jeannot & Veltz, 2001).

L'exemple en France de la gestion des gares de banlieue montre brillamment que les frontières entre l'entreprise et la cité ne sont plus si claires et que l'entreprise a intérêt à en prendre la mesure (Borzeix & Collard, 2001). Comment les coopératives peuvent-elle alors rester en dehors de ce mouvement ?

### 3. Les « purs » : *extensionistas* et *consultores*

Les ingénieurs agronomes de l'INTA, qui n'ont rien à vendre, et un grand nombre de privés vivant du conseil restent pour leur part profondément attachés à l'ancien modèle professionnel. Mais cela ne va pas sans un profond malaise, que les mesures et les grands programmes de l'État ne font qu'aggraver.

### 3.1. La fidélité aux « fondamentaux »

Ces agents se démarquent très nettement des autres par leur attachement aux valeurs fondamentales de la profession rapidement énumérées en partie 1. La première de toutes étant la distinction d'avec ceux qui font du commerce.

*Enquêteur : Qu'appelles-tu professionnel ?*

Professionnel dans le sens que je lui donne c'est, disons ce qui a à voir avec euh... [silence] disons le bon usage productif, le bon usage agronomique, le bon usage... entrepreneurial disons. Un peu déconnecté de ce qui est strictement commercial, que si moi j'ai acheté, j'ai fait un stock d'un produit donné et ... et il en vient un autre, plus moderne, je dois le vendre quand même parce que sinon... Et bon, je dois alors recommander qu'il se vende celui-là qui n'est pas le meilleur mais qui n'est pas si mauvais, bon... (Inta1).

C'est cette distinction qui permet de rester proche des valeurs et connaissances les plus nobles : la science, réputée impartiale, et donc les bonnes pratiques agricoles réalisées selon les règles de l'art. Il s'agit en quelque sorte de promouvoir le travail bien fait qui transcende les effets de mode ou les techniques du moment, toujours suspectes de relever d'une manipulation commerciale.

La seule chose noble à vendre c'est le service, le conseil désintéressé. Ce qui n'a pas été sans représenter un certain sacrifice dans les années 90 car les ventes d'intrants ont permis aux *agronomías* de substantiels bénéfices.

Moi je n'aime pas vendre... Vendre mes services, oui. Mais je n'aime pas vendre quelque chose qui ne soit pas la profession [*no me gusta vender algo que no sea la profesión*]. Ça m'a valu quelques problèmes, mais bon... Ne pas vendre comporte des désavantages : il est très difficile de se maintenir. Et l'avantage c'est que tu es l'un des seuls qui ne vendent pas des produits, et beaucoup de producteurs viennent me chercher parce que je ne vends rien, alors ils ont cette tranquillité. Et en plus, le fait de ne pas me consacrer à la vente me permet ceci : me former et tenter de progresser dans ce que je fais. D'une autre façon ce serait impossible, j'ai des collègues, des amis qui vendent et courent de tous côtés comme des fous aussi et en tant que

professionnels ils ont pratiquement cessés de l'être. Ils deviennent des commerçants (Cambio1).

Il faut aussi rester fidèle aux producteurs mixtes *traditionnels*, et donc aux *activités conventionnelles* qui sont supposées fournir *le plus gros des revenus bruts du secteur et du district*. Enfin le travail avec les *groupes* reste la seule forme légitime de travail avec les producteurs, et absorbe le plus gros de l'activité de terrain.

### 3.2. La perte des repères

Pourtant on sent bien que cette attitude relève en partie de la résistance ou de l'entêtement. Les conditions ne semblent plus permettre en effet ce genre de relation professionnelle du fait d'évolutions de fond. Les producteurs sont de plus en plus passés par l'école, voire l'université, un nombre non négligeable dans la région pampéenne sont techniciens agricoles, vétérinaires ou ingénieurs. Pourtant les agents de développement de l'INTA ou des cabinets conseils veulent maintenir cette illusion d'une chaîne des savoirs, et cette séparation entre connaissance sacrée et profane qui est, selon Dubet (*op.cit.* ; 31), au cœur du programme institutionnel et érige l'agent de développement en un médiateur obligé et respecté.

C'est bien l'une des difficultés de notre profession que de travailler sur des questions sur lesquelles la personne avec qui on travaille en sait beaucoup. Ce n'est pas le cas du médecin par exemple. Si j'ai d'un coup mal au ventre, ici en bas, et que je sors en courant parce que je ne sais pas ce qui m'arrive, je vais de toute urgence voir un médecin et je lui dis « qu'est-ce que j'ai ? », je paie et puis voilà. En revanche, celui qui a des mauvaises herbes dans son champ sait plus ou moins de quoi il retourne. Plus encore : il se peut qu'un autre vienne de l'extérieur et lui dise « non le produit que vous utilisez n'est pas bon », et il se peut alors qu'il te sorte à grands coups de pied [*capaz que te echan a patadas*]. Je considère qu'à beaucoup d'entre nous il manque du professionnalisme, c'est-à-dire que nous sommes devenus très paysans [*chacareros*], nous les professionnels, on a pas su se différencier (Cambio1).

Mais ce qui a le plus détérioré la relation amicale entre le producteur et l'ingénieur ces vingt dernières années, c'est le

problème du recouvrement (*el cobro*) des honoraires. Alors que les producteurs vivent une grave crise financière, sont persécutés par leurs créanciers, comment l'ingénieur peut-il réclamer ses honoraires sans détruire la fiction de son amitié et de son désintéressement ?

Plus grave encore : les frontières<sup>13</sup> de la catégorie de producteurs qui fonde le champ de la profession perdent de leur sens. Ceux au-dessus du seuil, parfois même des « grands », peuvent très bien se retrouver en faillite alors que ceux au-dessous du seuil peuvent se maintenir de façon surprenante et devenir des clients potentiels.

Je ne crois pas cette histoire du seuil [*la escala*], je ne sais pas si vous avez entend parler du seuil : avec combien d'hectares peut vivre un producteur ? Personnellement je n'y crois pas. J'ai par exemple des producteurs très petits, il y a un producteur très petit, il a environ 200 ha, ... et bon il a un style de vie différent de celui auquel on est habitué dans la zone, mais bon... Il vit sur son exploitation, et ce n'est pas seulement qu'il n'a pas de dettes mais il a en plus trois récoltes de côté (Cambio1).

Oui mais voilà, si les petits se maintiennent c'est grâce à des productions non-conventionnelles et si certains moyens et grands s'en tirent, c'est grâce à des activités non-agricoles...

Ensuite un autre type de producteur c'est celui qui habite au village [*pueblo* ou petite ville active selon Gagnard, *op.cit.*], c'est-à-dire à Goyena ou Pigüé, ... Et il travaille environ 500 ha [silence]. Et... Et bon ce producteur est, disons, en zone de conflit [*en zona de conflicto*], cela dépend de... de s'il a une seule activité, il est en conflit. Et s'il n'y est pas, s'il n'a pas trouvé une autre alternative qui l'aide, euh, avec les comptes. Par exemple : M. X. travaillait en 95 environ 300 ha et il travaille à présent 500 ha environ, à travers des locations de terres. De toute façon, il voyait que tout ça ne fonctionnait pas et il a monté une entreprise de transports, c'est-à-dire un petit bus avec permis B, il a acheté un petit bus et il emmène des gens, ramène des gens de Pigüé, des élèves et autres, et il fait des voyages à Bahía Blanca aussi avec une camionnette ayant une cabine de 5 personnes. Tout ça, il l'a acheté il y a peu de temps. Ce sont des gens qui cherchent des alternatives pare qu'avec cette superficie ça ne leur donne pas assez, hein ? (Cambio1).

---

13. Et plus précisément le seuil inférieur, le seul qui ait besoin d'être défini...



C'est le champ de la « profession » qui disparaît sous les yeux de ces ingénieurs qui avouent leur malaise (le plus généralement en fin d'entretien ou lorsque l'enregistreur est déjà rangé dans le sac).

### 3.3. *Les réponses maladroites ou trop adroites de l'État*

L'État national a pu donner l'impression, au cours des années de la « convertibilité » et au travers des programmes destinés en théorie aux agriculteurs, de tenter d'atténuer la crise de la profession en faisant perdurer l'illusion de la force du programme institutionnel (Albaladejo, 2002). Le programme *Cambio Rural* en est un exemple typique. Au départ il était question qu'il comporte deux volets liés : l'un consistant à donner une subvention aux groupes d'agriculteurs faisant appel aux services d'un professionnel<sup>14</sup> et l'autre promettant des crédits à taux bonifiés pour l'équipement ou l'achat d'intrants. Le deuxième volet n'a jamais vu le jour sans que cela donne lieu à une quelconque explication officielle. Par contre, le premier volet a représenté de l'ordre de 11 à 12 millions de dollars de 1994 à 1999 puis s'est effondré à 2 millions de dollars et est quasi inexistant depuis. Il a permis de fait le recrutement de plus de 2000 ingénieurs pouvant s'occuper d'un à trois groupes simultanément (soit jusqu'à 1500 dollars par mois) en cumul avec leurs autres « tâches privées » ou des tâches de coordination de ces ingénieurs dénommés promoteurs dans le programme. C'est l'INTA qui a été chargé de coordonner ce programme, au sein de conseils de développement aux niveaux national et provincial. Mais rapidement tout le monde, les producteurs et professionnels en particulier, ont considéré qu'il s'agissait d'un programme de l'INTA. Beaucoup de groupes déjà constitués, des coopératives notamment (groupes ACER) mais aussi des groupes hors système, ont vu dans ce programme

---

14. Cette subvention était équivalente aux honoraires pendant 3 ans, soit 500 dollars par mois, puis dégressive la 4<sup>e</sup> année. Les groupes étaient censés payer par eux-mêmes les services de l'ingénieur agronome à partir de la 5<sup>e</sup> année

le moyen d'économiser des frais d'honoraires. Mais leur sortie (momentanée ? rien n'est moins sûr) du programme ACER n'a pas fait que des heureux au sein du mouvement coopératif. Parallèlement, une grande partie des groupes ont été montés de toutes pièces ou incités à se former par des ingénieurs en manque de revenus stables, et on ne s'étonnera donc pas d'apprendre que, selon nos interlocuteurs, la plupart de ces groupes *ad hoc* se sont dissous d'eux-mêmes et ont remercié leurs professionnels au moment précis où la subvention disparaissait. Le programme a tout de même concerné<sup>15</sup> l'équivalent de 55% du nombre total d'ingénieurs et techniciens de toutes les chambres d'agriculture de France (sachant qu'en France tous ne sont pas des conseillers de terrain)... L'autre composante impressionnante du programme *Cambio Rural* était la formation. La quantité et la diversité des formations offertes aux promoteurs ont été considérables, certains agents ayant participé à une dizaine de formations ou rencontres par an. Aujourd'hui certains bénéficiaires portent un regard critique sur ce processus.

... pour beaucoup c'est un sport. À partir du moment où je n'ai pas la réponse, je me forme. Et, dans la dernière grande discussion [qu'ils ont eue dans un groupe informel d'ingénieurs déçus de *Cambio Rural*] nous avons évoqué que la formation, l'excès de formation, te conduit à la "reformation" [rire] qui est une forme de fuite, [*el exceso de capacitación te lleva a la recapitación, que es un escapismo, es una forma de escape de la realidad*] c'est une façon de fuir de la réalité. D'accord ? Donc,... je ne remets pas en cause la formation, mais si,

---

15. On pourrait dire « embauché », mais la « finesse » (?) a consisté à éviter de propager cette figure du salarié de l'État en CDD et de prolonger le mythe de la relation de profession. Elle a aussi permis de tenter de faire croire à une subvention aux producteurs, ce qui n'est pas faux mais n'est pas aussi simple. On peut se demander par contre si l'impact sur les producteurs n'a pas été plus fort à travers le maintien de l'illusion de la viabilité d'une profession plutôt concourue chez leurs fils (je précise : viable sous une forme libérale, car le salariat chez ces petits propriétaires n'a pas forcément l'image d'une réussite sociale, et cela ressort assez bien de nos entretiens), et plus largement de l'utilité des études universitaires pour leurs enfants. Beaucoup de ces promoteurs de *Cambio Rural* étaient d'ailleurs des jeunes fraîchement sortis de l'université.

comme façon d'occulter la réponse aux problèmes et de prendre le problème à bras-le-corps (Cambio 2).

La profusion des formations a parfois augmenté le sentiment de confusion dans le métier et d'éclatement du programme institutionnel. Les agents de développement ont l'impression que la société perd le Nord, ceux de l'INTA en particulier se sentent délaissés par leur institution, qui ne transmet plus de directives claires ni ne leur donne de moyens. La conséquence en est la perte du prestige réputé attaché à l'institution et de l'écoute dans le milieu dont les *extensionistas* de l'INTA disposaient.

Mais on a participé à une bonne période de *Cambio Rural* mais bon, l'intention était de faire un congrès par an, régional. Et on n'a pas pu le faire [pour des raisons budgétaires]. C'est-à-dire... c'est pour ça que je dis que nous avons été ces deux dernières années dans une transition, mais cela nous a limités beaucoup dans les actions. Espérons que nous retournerons à être canalisés [*volver a encauzarnos*] parce que nous avons perdu de la présence [sur le terrain] [*hemos perdido presencia*], je crois que nous avons perdu du prestige, nous avons perdu un peu de tout. Du capital ! Parce que tu vas par là et tu vois que les véhicules de l'INTA n'ont pas été changés, ni les machines agricoles à Bordenave aussi, et donc il y a beaucoup de choses à remonter (Intal).

Pire, ils rendent responsables les plans de restructuration de leur éloignement du terrain et des producteurs. Il est vrai que l'arrivée massive de « promoteurs » et les plans frénétiques de formation ont retiré du temps de terrain au personnel permanent (CDI) INTA. Certaines restructurations n'ont rien ajouté à cette tendance et à ce dispositif, mais ont réussi en revanche à en rendre plus évidentes les intentions en visant à en accélérer et radicaliser les effets. C'est le cas d'un programme ayant décidé de rassembler physiquement les *extensionistas* de divers districts en un seul lieu, amenant à louer une maison pour l'occasion. Tandis que les agents de développement effectuaient des kilomètres pour se rendre à cet étrange bureau, improvisé et éloigné (parfois à plus de 70 km de leurs domiciles et de leurs anciens lieux de travail), les secrétaires restaient seules dans les agences locales de développement pour faire face aux éventuels

agriculteurs qui étaient susceptibles de demander des renseignements, barricadés derrière des piles de dépliants techniques destinés à répondre aux principales questions des visiteurs. Ce genre de programme a été vécu comme une souffrance car ces ingénieurs ne conçoivent pas leur métier en dehors d'un lien étroit et personnalisé au terrain :

C'est pour cela que, de notre point de vue, en tant qu'agence de *extensión*, si nous voulons continuer à être des *extensionistas* nous devons maintenir un lien fort avec le milieu [*mantener una fuerte vinculación con el medio*]. Il n'y a pas d'autre solution ! Et ce que nous voyons qui dans une certaine mesure ne nous plaît pas, et nous l'avons exposé, critiqué, nous l'avons... mais bon les choses viennent de cette façon-là, c'est que toute restructuration, ... [silence] nous a dans une certaine mesure isolés, nous a retiré du lien avec le milieu. Espérons que ce soit un moment de transition jusqu'à ce que les choses... Parce que nous voyons que, ... [silence] notre groupe et le travail en groupes [*trabajo grupal*] que nous pouvons faire peut être excellent, mais qu'en ce moment il nous manque des moyens propres (Intal).

Il n'est pas possible de clore cette partie sans évoquer un exemple même de l'ambiguïté apparente des directives publiques. La loi des produits agro-chimiques établit en 1996 qu'aucun agriculteur ne pourra acheter un intrant chimique sans qu'un professionnel ait prescrit le produit et signé une « ordonnance agronomique<sup>16</sup> ». Tout se passe alors comme si l'État avait tellement cru au mythe de la relation de profession qu'en voulant en pousser les traits il la rend inacceptable et met à jour sa nature composite.

La raison, l'argument est la défense de l'environnement, la défense de la santé. Le problème est, disons, dans sa mise en pratique [de la mesure]. Parce qu'elle est peut être trop rigide et complexe du fait qu'elle impose la nécessité pour acheter un produit [agro-chimique] de disposer d'une ordonnance. Bien des fois, les producteurs achètent un produit sans, pour une raison de planification et de stratégie disons et de... avant même que le problème se présente. Parce qu'un herbicide, il sait s'il fait un blé qu'il va devoir utiliser un herbicide et il l'achète hors campagne et alors l'ordonnance il ne peut pas l'avoir parce qu'il n'a pas de culture où appliquer le produit. Il l'achète parce que c'est

---

16. *Receta agronómica*, tout comme un médecin établit sa *receta médica*.

une bonne affaire, parce qu'il l'achète hors saison, et alors il y a ces décalages qui [rires]. En plus, il faudrait que chaque application soit faite avec une ordonnance. Quand il y a un fléau, une avalanche de ... Bon, on résout d'abord le problème pratique, l'ordonnance on verra après. Alors bon, là-dessus arrive l'inspection et là il y a des problèmes (Inta1).

Dans une lecture possible de toutes ces mesures et programmes, l'État aurait souhaité se débarrasser progressivement de ses fonctionnaires de terrain du développement rural qu'il n'aurait pas fait mieux. C'est certainement plus complexe. Dans le dernier cas par exemple, on peut aussi y voir un changement de mandat<sup>17</sup> de la profession d'ingénieur agronome, au service non plus des producteurs, mais de la société dans son ensemble, notamment la société urbaine soucieuse de la qualité de son alimentation et de son environnement. Dans tous les cas, ces agents sont ceux qui doutent le plus de leur identité (encore que certains agents des coopératives sont soumis aux mêmes affaires).

#### **4. Les *experimentadores* : les spécialistes des « références locales »**

Certains de nos interlocuteurs affichent clairement, et avec une certaine fierté, une logique de spécialisation technique, mais pas n'importe laquelle. Cette logique obéit aux principes suivants : la reconstruction d'une relation de profession, l'élaboration et la validation de connaissances locales, la requalification du métier et l'inscription dans des compétences collectives plus généralistes.

Leur spécialisation dans un thème technique (par exemple la nutrition animale pour Inta2 ou la culture de l'oignon pour Inta3) va de pair avec un élargissement considérable des

---

17. Hughes (H.), 1996, nous dit que la relation de profession repose sur deux modes de légitimation : la *licence*, autrement dit un titre qui permet d'exercer ; et le *mandate*, qui est une mission dévolue par la société via l'État aux professionnels et correspondant à la *licence*.

bénéficiaires. C'est le cas de Inta2, qui montre comment sa formation (tardive, après 15 ans d'activité comme agent technique de terrain d'une grande entreprise laitière puis comme agent CREA) lui a permis de sortir de l'affectation à un seul district, qui est la zone traditionnellement confiée à un *extensionista* :

J'ai fait le master en nutrition animale de Balcarce [ville à 500 km au sud de Buenos Aires], ... et bon jusque là en 95 je faisais une activité, ... j'étais un *généraliste* en *extensión* rural. Et là arrive un peu le concept, j'ai souligné le mot « généraliste » parce qu'aujourd'hui j'ai, après Balcarce, à moi ça m'a changé énormément de choses, ... les concepts, les approches que j'avais de l'activité professionnelle, euh... que nous pratiquions jusqu'alors et que nous continuons de pratiquer aujourd'hui. Après Balcarce, en 98, toute mon activité, bon, jusqu'à ce jour était, mon monde était [le district de] Coronel Pringles, mes quatre murs. À partir de mon retour, mon monde s'est élargi à 8 districts [*mi mundo se amplió a 8 partidos*] de tout le sud-ouest de la province de Buenos Aires ... (Inta2).

Cela va de pair avec le fait de ne plus travailler à travers le filtre des traditionnels groupes de développement :

*Cambio Rural* a rassemblé 10% du secteur agricole, 90% ne sont pas dans *Cambio Rural*. Et que se passe-t-il donc, ils ne servent à rien ? Ce sont des ignorants ? Non ! Ce sont des gens auprès de qui nous devons arriver, par exemple dans la réunion dont nous parlions à l'instant pour le 20, tout comme celle d'avant-hier, elles ne s'inscrivent pas dans *Cambio Rural*. Nous avons convoqué les familles, ce sont 15-20 ou 30 personnes ! C'est bien ! Parfois ce sont des réunions en salle, d'autres fois nous les faisons sur les exploitations. Il est possible qu'ils ne soient pas en suivi dans un groupe de *Cambio Rural*, ça c'est certain. Euh... l'impact est différent. Mais ce à quoi je veux arriver, c'est que le système de groupes, de travail en groupes, n'est pas le seul système, c'est un parmi d'autres. Mais il y a 90% du secteur qui n'est pas inclus dans ce système (Inta2).

Tout se passe comme si la relégitimation de la profession passait par le dépassement des traditionnels réseaux des « habitués du développement » et la construction d'un large public de destinataires, sans exclusion. Mais cela est aussi présenté comme une question de style ou de goût personnel :

Parce que, moi, le groupe quand je le convoque, c'est pour de la formation ou pour lui montrer une expérimentation particulière, qui les intéresse, eux. Et alors ils vont aux réunions. Mais ce n'est pas quelque chose de continu. Avec le groupe avec lequel j'ai travaillé dans *Cambio Rural*, ils continuent ensemble encore, je ne sais pas mais bon. Moi au début je me sentais comme...

*Enquêteur : Tu ne travailles plus avec le groupe ?*

Non ! Parce que... en premier lieu je m'en suis fatigué. Parce que toujours faire la même chose, et les réunions, et... cela semblait... une réunion par mois ou deux fois par mois, cela demande beaucoup. Ce n'était plus avec plaisir, c'était comme une obligation (Inta3).

Dans tous les cas la relation doit apparaître comme désintéressée, « ne pas être contaminée par les questions commerciales et d'intérêts » (Inta2). Le contrôle des pairs est aussi présenté comme essentiel au moment de l'évaluation et conduit certains de ces agents à mettre en avant des activités de publication dans des séries d'ouvrages ou des revues à comité de lecture, destinées à des *professionnels* et non à des *producteurs*. Le contrôle des pairs et des producteurs vient se superposer à celui effectué par l'organisation via la hiérarchie.

Les références techniques produites sont « locales », mais elles ne sont pas présentées comme le résultat d'une simple adaptation locale de références plus générales. Elles requièrent un travail d'expérimentation et de discussion avec un réseau de producteurs impliqués dans ces expériences, une sorte d'« agronomie des faits agricoles localisés ».

J'insiste : voilà, dans une institution [l'INTA] et dans un pays aussi grand que l'Argentine dans lequel il y a des chercheurs et des *extensionistas* à Salta, et d'autres à 5000 km de distance là-bas dans le sud de l'Argentine. Donc, la chose est très dispersée. Donc les lignes nationales sont des lignes plutôt grossières, et les fines, les définitions, doivent se donner au niveau de la station expérimentale [locale] (Inta2).

Ce type de travail prend tout son sens dans le cas où les agriculteurs, pour construire ou conquérir un segment de marché ou par obligation du fait de la législation, s'imposent un cahier des charges, localement négocié, à propos des caractéristiques

du produit ou du processus de production lui-même. Cela est d'autant plus justifié selon eux (et cohérent avec le principe de ne pas limiter leurs interventions à une sous-population de producteurs) que ces cahiers des charges annonceraient le processus de normation de la production de demain :

Pour l'instant, ce sera une stratégie de commercialisation de plus. Un avantage comparatif, mais qui à la longue va devenir une nécessité. Parce que, bon, toutes ces questions de prendre soin de l'environnement [*curar el medio ambiente*], de produire des produits non contaminés, des produits qui sont à chaque fois plus contrôlés en ce qui concerne les résidus. Bon, déjà, le chimique cesse d'être la voie unique et il faut penser à d'autres alternatives (Inta3).

Une grande innovation par rapport au modèle antérieur du professionnel : le terrain et notamment les connaissances établies à partir du terrain et avec les producteurs sont non seulement légitimes mais de surcroît légitimantes... Victime d'un lapsus amusant, l'un de nos interlocuteurs a employé l'expression *mes professeurs* au lieu de *mes producteurs*...

Je voulais te raconter ma préparation, parce que je ne savais même pas comment était une graine d'oignon. Du fait de la spécialisation [dans les sols] que j'amenais de là-bas, de l'université. Je ne savais pas... semis direct : c'est quoi? Et dans l'exploitation de mes parents, ... de la vigne, des arbres fruitiers, mais des oignons, non. Les tomates, plus ou moins je savais comment était la chose. Mais je n'étais pas formée sur cette culture. Mais, bon, apparemment, j'ai si bien organisé la chose que ce sont les producteurs eux-mêmes qui m'ont formée. Ils m'ont eux-mêmes énormément enseigné (Inta3).

Cette revalorisation des connaissances locales va de pair avec la réclamation d'un changement dans les statuts respectifs du chercheur et de l'agent de terrain : l'agent de terrain ne se pose plus comme une simple courroie de transmission entre la recherche et les producteurs. Un statut d'égal à égal est revendiqué demandant une transformation de l'organisation.

... ce n'est pas que le chercheur de la station expérimentale résiste à en sortir, au contraire, pour eux c'est une espèce de, non pas de sortie, mais de promenade [*una especie de, no de salida, de paseo*], de voir si les choses qu'ils travaillent là-bas ont une quelconque réalité, un quelconque consensus avec la réalité [*un consenso con la*



*realidad*]. Mais j'insiste, cela doit être une politique de la station expérimentale. La station expérimentale, la Direction de la station expérimentale, doit faciliter cela, d'accord ? Et je crois qu'aujourd'hui il est nécessaire que ce spécialiste, ce chercheur, soit en contact permanent avec le, avec la réalité des exploitations, de la région. Mais aussi *l'extensionista*, comme dans mon cas qui suis dans le domaine de la nutrition animale, ... *l'extensionista* ne doit pas être un pont entre le producteur et le chercheur, jusqu'à présent il était un pont entre le producteur et le chercheur et je crois que ça, c'était bon pour la décennie passée. Aujourd'hui, ça ne convient pas de la sorte. Aujourd'hui *l'extensionista*, parce que sinon quand le producteur a un problème déterminé, si on attend de lui transmettre le... comme c'était dans le mécanisme antérieur : transmettre à *l'extensionista* le problème : « j'ai un problème : les animaux perdent du poids », alors, euh, *l'extensionista*, comme il était tellement généraliste, il n'avait pas la réponse et il devait attendre de transmettre le problème au chercheur, s'il y en avait un dans la station expérimentale, parce qu'il y avait des cas où il devait aller consulter encore plus loin. Alors, quand il revenait avec la réponse chez le producteur, il est possible que deux ou trois mois se soient écoulés, et il était déjà bien tard. C'est pour ça que je dis que *l'extensionista* doit avoir un bagage disciplinaire [*una carga disciplinaria*] dans un domaine déterminé supérieur à celui qu'il avait quand il était généraliste (Inta2).

Mais cette requalification du métier va de pair avec d'autres éléments comme : le changement de la dénomination du métier (ils ne se reconnaissent plus dans le mot *d'extensionistas*, alors que la plupart d'entre eux l'ont été, et certains se désignent comme des expérimentateurs), l'octrois de moyens et en particulier de techniciens pour faire les travaux manuels sur le terrain et le suivi de formations diplômantes de haut niveau (*Master of Science*). Parallèlement, contrairement à leurs collègues *extensionistas*, ils vont à peu de formations continues, mais toutes triées sur le volet, et rapidement les seules formations reconnues comme utiles (et légitimantes ?) sont celles dispensées à l'étranger.

Pour faire face à la diversité des demandes des producteurs, ils invoquent la formation d'équipes pluridisciplinaires travaillant de concert. Leurs apports ne prennent sens pour le développement que dans la construction de compétences collectives qui permettent et donnent sens à la spécialisation. Signalons que, dans tous les cas, et quels que soient leurs itinéraires antérieurs, ces agents n'ont donné cette

inflexion à leurs compétences que dans les années 1990. Cependant, comme on le voit, ces derniers ne ressentent pas les mêmes doutes et incertitudes à propos de leur métier que leurs collègues « *extensionistas* », et ils affichent une image beaucoup plus positive de leur avenir.

### **5. L'émergence des « agents de développement rural » : un nouveau professionnalisme ?**

Dans l'ensemble des entretiens se distinguent un certain nombre d'ingénieurs (ou vétérinaires) qui tiennent des discours en franche opposition à la vision du professionnel exposée en partie 1. Ces individus sont souvent embauchés par des institutions nouvellement venues dans le développement rural : les agences municipales de développement notamment, ou bien par des programmes considérés en marge voire hors du champ de la profession d'ingénieur agronome (Prohuerta, PSA, Proinder<sup>18</sup>). Ce sont souvent des agents jeunes, et des femmes, qui occupent ces emplois. De fait, ils sont rarement cités par les autres au moment d'évoquer leurs réseaux professionnels et ils se sentent mal considérés.

Par ailleurs, les agences de développement des municipalités sont regardées avec méfiance par des ingénieurs agronomes travaillant à l'INTA, dans les coopératives ou même à leur compte car ces institutions manqueraient de « tradition » et seraient plus sujettes à pratiquer le clientélisme ou en tout cas à être en prise directe avec le politique. On ne peut pas leur

---

18. Prohuerta est un programme créé au début des années 1990 dans le but d'inciter les familles (on ne parle plus de producteurs) à produire des fruits, légumes et animaux de basse-cour afin d'améliorer l'alimentation de la famille (on ne parle donc plus ici de produire pour le marché). Ce programme a fonctionné pendant près de 10 ans atteignant, les meilleures années, plus de 10 millions de dollars par an pour l'ensemble du pays. C'est l'INTA qui le gère. PSA (*Programa Social Agropecuario*) est plus récent et vise à attribuer des crédits à taux bonifiés pour augmenter la production agricole des familles rurales pauvres. Proinder a pris la suite du PSA en 2000, mais en octroyant des subsides aux familles pour des projets productifs et non plus des prêts.

donner entièrement tort dans certains cas ; et pourtant ce manque de tradition peut être vu aussi comme un facteur d'innovation, et cette prise directe avec le politique est parfois aussi une prise directe avec les problèmes et initiatives des citoyens du district. La situation est donc plus complexe que les ingénieurs sembleraient le souhaiter.

Malgré cette mise à distance par leurs collègues plus au cœur de la tradition des ingénieurs agronomes, et le statut précaire de leurs emplois (des contrats renouvelés tous les mois ou tous les trois mois pour les agents des programmes cités et d'autres soumis aux aléas des résultats politiques locaux pour les agents des tous nouveaux services de développement des municipalités), ces emplois sont choisis par vocation et conviction.

### 5.1. *Un nouveau mandat, un nouveau domaine d'action*

Dans tous les cas, ces agents tiennent un discours très clair sur la nécessité pour eux d'élargir leur public et de travailler avec des catégories de producteurs qui étaient hors du champ de l'ingénieur agronome professionnel : les petits producteurs, les cultivateurs de jardins urbains, les pluriactifs pour lesquels l'exploitation n'est qu'un complément de revenu, les cultivateurs en zone urbaine,... Par ailleurs, la limite (*escala*) entre des exploitations viables, dont pourrait s'occuper la profession, et des exploitations trop petites pour constituer des unités économiques, dont devrait s'occuper des programmes d'assistance de l'État, distinction faite par Coopel plus haut, n'a pour eux aucun sens car la crise et notamment les faillites ne sont pas corrélées à un facteur de taille.

C'est ainsi que dans un même groupe de développement peuvent se trouver des producteurs dans des situations totalement différentes. Les exclure du champ de la profession poserait selon eux un problème éthique et même pratique :

Comment le dis-tu à un producteur : « écoute : va-t-en [du groupe] parce que ton économie est un désastre ! [*mirá, andáte porque tu economía es un desastre*] » ? Et autour d'une même table se rassemblent celui qui a des réserves avec celui qui doit 200 000 dollars (Cambio2).

Et du coup l'exclusion changerait complètement le mandat donné par la nation aux ingénieurs agronomes (qu'ils interprètent comme le développement économique du pays) :

Je veux faire une remarque, et bon c'est sur ce sujet que nous ne sommes pas d'accord avec les collègues, n'est-ce pas ? ... Et une critique que nous faisons depuis un certain temps, nous l'avons écrite, nous l'avons signée, nous l'avons... bon, posée : l'INTA veut s'occuper des producteurs de type 1 [les non endettés], [silence] et nous nous disons: et le reste, qui sont 90%, qui va s'en occuper ? (Cambio2).

Mais ces agents dans leurs discours procèdent à bien plus qu'à un élargissement du public, car ils font aussi référence à l'inclusion dans le domaine de leur activité de productions non conventionnelles (herbes aromatiques, miel, élevage de faisans, etc.), ainsi que de problèmes ou dimensions non directement techniques (économie familiale dans son ensemble et notamment revenus non-agricoles, problème d'endettement, etc.). Leur prise en considération du rôle des femmes dans les exploitations est très illustrative à ce sujet et les citations se passent de commentaires :

Un producteur de 500 ha en moyenne peut arriver à avoir [...] un chiffre d'affaires de 50, 60 ou 70 000 pesos [un peso valait un dollar au moment de l'entretien], ça fait peu de différence. Et de là il peut arriver à dégager pas plus de 12, 13 ou 15 000 pesos par an de revenus [...]. Evidemment ici, en Argentine, selon ton niveau de vie, avec 1000 pesos par mois tu ne peux pas vivre [...]. Donc, le producteur, s'il a en plus ce dont je vais te parler, je ne peux pas le considérer comme un exemple de gestion. Que se passe t-il ? L'épouse, par exemple, est institutrice rurale et touche 2000 ou 1800 pesos [...]. Et je peux te dire que ça génère de sérieux problèmes, parce que notre culture nationale n'est pas adaptée à ce que ce soit la femme qui soit le soutien du foyer [*nuestra cultura no está adaptada para que la mujer banque el hogar*]. Cela produit une grande frustration chez le producteur (Cambio2).

Une autre tâche de la femme est le travail occulte, non considéré [*trabajo oculto, no valorado*], qui est ... La femme ces derniers temps a pris en charge la partie gestion. Donc ça c'est le travail occulte non rémunéré. Le travail de gestion. Ou par exemple, allons à un exemple concret : alors « Eh ! Quand as-tu semé ? », « Ah, je ne sais pas, ça

c'est l'affaire de ma femme parce que c'est elle qui note tout ». « Dis moi, et de gazole tu en as dépensé combien ? » Donc après qu'ils m'aient dit de m'adresser autant de fois à leurs femmes j'ai demandé : « Olga, tu as le cahier ? Prête-le-moi, on va... Tu as payé les impôts ? ». Autrement dit, il y a beaucoup plus de précision, beaucoup plus d'ordre, une autre façon de défendre les choses [*pelear las cosas*], ce n'est pas la même chose qu'une épouse se sente la gérante que si c'est le mari, c'est un autre profil de discussion. Je ne dis pas que les hommes ne font pas de gestion, eh, ils en font. Par exemple j'ai vu peu de femmes commercialiser des céréales. Mais j'ai vu que le nombre de celles qui le font augmentait aujourd'hui [rires]. Et bon, c'est un travail occulte dans le secteur. Et s'il fallait le rémunérer, et... c'est très important de bien le payer ! [rires] (Cambio2).

Les missions s'élargissent en même temps au-delà de la « production » : « De fait j'ai deux choses en projet, ou deux projets, et pour lesquelles il faudra que l'université intervienne : la question de la sécurité alimentaire et du contrôle des aliments et la question de la protection de l'environnement » (Sargueño). Dans le même temps, le mandat légitime est perçu par beaucoup comme devant être défini localement, au niveau du district. Ce changement considérable dans le domaine de l'ingénieur agronome implique aussi une transformation radicale de ses compétences.

## 5.2. De nouvelles compétences, de nouvelles identités

Ce dont parlent les producteurs entre eux et entre producteurs et techniciens, et la confidentialité de l'information, sont totalement changés. Là encore, l'endettement bouscule les comportements, sachant que cette question va bien au-delà des dettes :

Je peux t'assurer que tout ça est très étrange, parce que pour nous c'est très étrange ! C'est très difficile ! Je vais donner un exemple : dans une réunion d'un producteur du groupe, ... un cas géré de façon conservatrice [*un caso manejado muy conservadoramente*], quasiment je pourrais te dire... mal ! [rires]. Une exploitation très bonne, des terres reposées, donc on pouvait se permettre des dépassements : blé sur blé 3 ans, bon... Et des revenus produits d'autres activités, mais ce ne sont pas non plus... des activités qui permettent de financer une croissance. Et bon, nous avons fait ensemble les comptes et cela nous a donné des résultats exceptionnels. Evidemment, la plus grande partie

du groupe lui a demandé : « mais tu fais quoi avec autant d'argent ? », autrement dit il lui restait de l'argent. Et le producteur ne disait rien. On est donc passé au dîner, et avant de s'asseoir le producteur a dit : « ah, au fait j'avais oublié : je dois 300 000 dollars et je paie 60 000 dollars d'intérêts par an... ». Bon, je crois que durant la moitié du repas personne n'a ouvert la bouche ! Je le savais, je n'allais pas le dire, mais j'ai demandé avant la réunion : « quel type de réunion tu veux ? Une réunion *light* ? Une réunion à fond ? Ou une réunion sociale ? ». Autrement dit, la réunion est celle du producteur. S'il me dit : « écoute, je préfère ne pas parler de dette », alors je ne parle pas de dette. Si le gars me dit : « balance tout sur la table [*tirá todo encima de la mesa*] », alors il m'habilite [*me habilita*<sup>19</sup>] (Cambio2).

Cet effondrement des limites tranquilles du domaine professionnel et la nécessaire reconstruction de nouvelles limites ne peuvent pas être pris en charge par une seule profession :

... Parce qu'il y a par là une tâche interdisciplinaire. Il faut un psychologue à côté. Parce que les drames familiaux sont graves. Imagine-toi que dans une famille qui doit, une famille qui menait un train de vie et chez qui soudain les revenus tombent à un tiers de ce qu'ils étaient ou moins, le problème interne de cette famille. Récriminations, et bon, attention il y a autre chose : j'ai déjà vu le cas qu'un paquet technique n'était pas appliqué parce que l'épouse s'y était opposée : « Mais comment vas-tu dépenser 4000 pesos à ça ? Non non et non, on ne va même pas changer d'auto ! ». Et bon... Alors j'ai appris que pour proposer certaines choses il fallait que les deux soient là. On va à la cuisine<sup>20</sup> boire un *mate*. Et bon, mais c'est comme ça ! Ce n'est pas qu'il donne de l'importance, c'est mal dit, à l'intervention de la femme, sinon que c'est fondamental ! Si l'entreprise c'est eux deux, l'entreprise c'est le ménage. Je le prends en considération. Ce qui n'est pas valorisé en tant que spécialiste c'est d'incorporer la femme dans la gestion de l'entreprise (Cambio2).

Les compétences collectives sont très fortement mises en avant par ces nouveaux professionnels, tant pour l'action que pour l'apprentissage :

---

19. Ce n'est pas seulement au sens d'une simple autorisation qu'on peut traduire ce mot, mais aussi au sens de lui donner les moyens (d'exercer son métier).

20. Même les lieux d'exercice de sa profession ne sont ainsi plus les mêmes, ni la situation de coprésence : il ne s'agit plus d'un face-à-face *extensionista*-producteur, mais d'une négociation à trois de la technique et des changements....

J'ai gagné beaucoup de choses, par exemple travailler en groupe, apprendre la fonction publique [*aprender la función pública*]<sup>21</sup>, ce qui n'est pas facile, moins encore pour un professionnel. Si tu demande à Silvia [sa collègue assistante sociale] comment j'étais il y a un an et demi, elle te dira : « c'était un rustique [*era un pampa*] ! », parce que j'étais très, très fermé, très... Et à présent j'ai beaucoup changé à ce sujet. J'ai appris... On n'apprend pas du jour au lendemain et je ne vais jamais terminer d'apprendre avec les gens parce que les gens sont très... pas difficiles, mais aucun n'est pareil à un autre alors. Ça c'est une chose pour laquelle je suis en train d'apprendre, je vais continuer à apprendre, le thème du comportement, de comment travailler avec des gens qui viennent de l'extérieur (Muni1).

Par ailleurs, ces ingénieurs agronomes ou vétérinaires sont bien conscients que ce n'est le plus souvent pas la technologie qui fait la différence ou qui est susceptible d'apporter une solution, ce qui implique une évolution du domaine de compétence du technicien :

Euh... c'est pour ça que je te le dis, j'en ai souffert et je le vis depuis des années : il faut chercher un autre profil de professionnel. Au mieux, bon, après des heures de discussions et de disputes avec ceux qui ne pensent pas pareil, mais bon à chaque fois nous sommes peu convaincus que le producteur est un être humain, que bon nous aussi on est des êtres humains et que, en définitive, il nous faut faire sympathiser [*congeniar*] tout notre bagage technique [avec la partie sociale], l'humaniser, hum ? C'est ça qu'il nous manque à tous (Cambio2).

Cela les conduit à intervenir dans des questions qui n'étaient, il y a peu de temps encore, pas de leur domaine :

C'est-à-dire que j'ai un lien très fort. Ce sont des gens qui t'appellent la nuit... Qui se sentent contenus, autrement dit soutenus techniquement [*respaldados técnicamente*], n'est-ce pas ? J'ai pu passer les bornes parfois et je ne suis pas resté dans la partie strictement technique, sinon que des fois j'ai dû... gérer [*gerenciar*] beaucoup de choses. Ce qui est par exemple les divisions familiales, ce qui est les négociations, c'est-à-dire que des fois ils m'ont fait participer et avec un bon résultat. Par exemple, un tel loue son

---

21. Ce renversement des valeurs dans un milieu qui dévalorise l'emploi salarié, et plus encore l'emploi de fonctionnaire, est significatif.

exploitation, l'autre est celui qui va la lui louer, et ils ne se mettent pas d'accord pour une brouille. Moi, ce type de travail me plaît beaucoup. C'est difficile mais c'est relativement intéressant (Cambio2).

Les problèmes ne sont plus les mêmes partout, les solutions sont également de plus en plus liées à la contingence des situations locales. Sargueño, par exemple, nous a parlé de son effort de développement des circuits courts de commercialisation. C'est devenu une solution importante car les producteurs « vendaient mais ne touchaient pas d'argent » (à cause des problèmes de recouvrement). Les circuits courts ont l'avantage de vendre à des gens qu'on connaît, souvent et à beaucoup d'opérateurs, ce qui diminue les risques d'impayés et de façon générale l'incertitude sur le paiement (ou de retard, sachant que les gros acheteurs, eux, ne paient qu'à 90 jours, quand ils ne font pas faillite...). Hélas, ces circuits demandent des ajustements locaux et un retour de l'articulation entre intégration systémique et intégration sociale. Et cette contingence locale des problèmes et de la recherche de solutions impose un dialogue entre le technicien et les producteurs.

Ces discours ne sont pas le fruit de réactions isolées, même s'ils ne sont pas (encore ?) relayés par les institutions traditionnelles du développement agricole en Argentine (beaucoup disent ne plus se reconnaître dans la philosophie INTA ou dans les discussions du Collège local des ingénieurs agronomes). En effet, d'une part ils sont parfois reliés entre eux au sein de réseaux de discussion et de rédaction de projets et propositions plus ou moins formels, d'autre part ils reçoivent l'appui (certes inégal et parfois incertain) d'institutions qui, bien que nouvelles dans le développement rural, n'en sont pas moins d'importants alliés : les universités et les municipalités. C'est d'ailleurs une sorte de décentralisation de fait, car les universités nationales ont une grande autonomie et une action essentiellement régionale, en tout cas dans le domaine de la formation pour le développement rural.



**Conclusion. L'éclatement du public cible et l'émiettement de la profession**

Cette analyse des entretiens montre une forte tendance à la différenciation des identités et des représentations des ingénieurs agronomes (et vétérinaires) travaillant en contact direct avec les populations rurales. Pourtant leurs récits se réfèrent tous à un modèle unique assez précis, quoique plutôt mythique, de professionnel, que chacun tente d'adapter, voire de réinventer, à sa manière. Les emplois occupés, dans les différentes organisations notamment, expliquent en partie les différences entre les points de vue exprimés sur le travail effectué, mais il n'y a pas de correspondance stricte entre un type d'emploi et un type de récit sur le travail. Assiste-t-on à un éclatement définitif de ce groupe professionnel, qui semblait assez soudé voire fermé sur lui-même jusque dans les années 1980, ou bien à une simple différenciation interne en spécialités ? Certains points de vue exprimés sont-ils plus porteurs d'avenir et certains autres de simples adaptations ou résistances condamnées à disparaître ? Comment alors faire évoluer les formations initiales et en particulier celles des ingénieurs agronomes se destinant à ces métiers ?

Je ne dispose pas de réponses à ces questions, mais je fais l'hypothèse que nous nous trouvons face à une diversification des manières d'exercer des fonctions de médiations dans le développement rural et que cette diversité ne s'estompera pas, bien au contraire. Elle correspond d'ailleurs à une diversification du public du développement rural et à l'émergence de nouveaux employeurs dans ce domaine (ONG, municipalités, associations de districts appelées *Corredores productivos*, programmes nationaux gérés en marge des institutions traditionnelles, etc.). La question qui se pose à mes collègues universitaires argentins est : comment préparer les jeunes à cette diversité ?

Il nous faut reconnaître avec François Dubet qu'il se produit un effondrement de la notion de rôle social dans le développement et de l'hégémonie d'un modèle unique de développement (le programme institutionnel), renforcé par l'affaiblissement de l'État en Argentine, et une décentralisation

très brutale et manquant de programmation. Mais le phénomène dépasse largement les conséquences du plan de convertibilité et tient sans doute à l'émergence discrète en Argentine de ce que Dubet appelle la modernité tardive dont nous avons résumé

On peut faire l'hypothèse que ces deux formes de modernité sont appelées à coexister encore longtemps, tout comme la tradition a coexisté longtemps (et continue de le faire) sommairement les caractéristiques dans le tableau 1. avec le modèle productiviste de la modernité classique et a produit des formes de métissage : certains traits de l'*extensionista*, comme l'*amiguismo* par exemple, n'en sont-ils pas la trace ? Il faudra sans doute réfléchir aussi aux formes probables de métissage entre des modèles traditionnels encore vigoureux, me semble-t-il, en Argentine et cette modernité tardive qui paraît si bien porter son nom dans ce pays. L'amalgame dans les propos tenus par nos interlocuteurs en Argentine entre l'émergence de formes locales, singulières, de sociabilité (dans lesquelles le retour vers le rural joue un rôle) et l'impression d'un retour aux vieilles localités agraires et aux formes communautaires de sociabilité nous enseigne aussi qu'il ne s'agit peut-être pas que de simples confusions dans les discours, mais aussi peut-être de formes métissées dans les pratiques sociales qui ne sont pas forcément éphémères.

	<b>Modernité « classique »</b>	<b>Modernité « tardive »</b>
Représentation de la société	Fonctionnaliste. Le programme institutionnel est corrélatif de l'idée de société	Equilibre instable entre des intérêts contradictoires, entre des identités singulières, entre des forces réputées objectives du marché et des accords politiques fluctuants
Intégration sociale et intégration systémique	Se complètent. Opinions et représentations correspondent aux positions et aux rôles	Ne correspondent plus. L'intégration systémique par le biais des marchés, des flux d'information, des réseaux impersonnels a tendance à s'imposer à l'intégration sociale
Le programme institutionnel	Joue un rôle essentiel	N'a plus lieu d'être
L'action publique	Est la mise en place d'un programme par le biais	Se fait à travers des politiques publiques négociées et redéfinies

	d'une bureaucratie impersonnelle	localement. La bureaucratie doit se définir comme un acteur politique
L'intérêt général	Catégorie politique transcendante	Production locale issue d'une action collective et d'un mode de régulation continu
Lois et règlements	Règles intangibles exprimant des valeurs communes.	Outils de gestion et cadres de constructions locales de normes

**Tableau 1 – Schématisation des modèles de modernité selon François Dubet (2002)**

Les propos de ces agents de développement nous montrent en tout cas clairement une complexification des formes de légitimation de l'action publique que, aidé des travaux de Clauss Offe, 1975, (pour les formes de rationalité) et de Erwin Goffman, 1968, (pour les relations de type professionnel), j'ai tenté de résumer dans la figure 1.

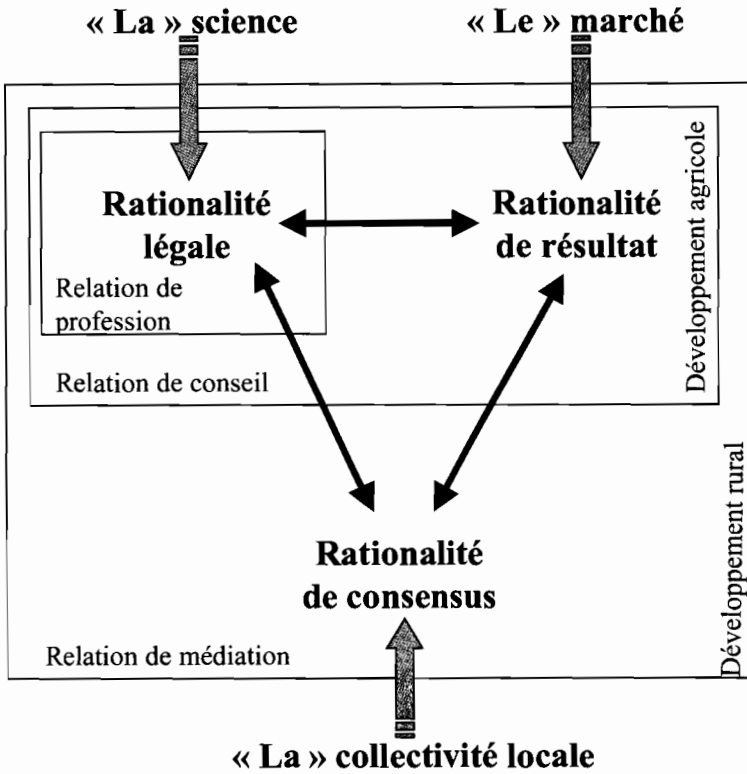


Figure 1 – Les grands types de rationalités légitimant les différentes relations de type professionnel dans le développement agricole et rural

Le modèle mythique du professionnel est essentiellement bâti sur une rationalité légale : il s'agit de divulguer les bonnes pratiques établies par la science, ou à partir des connaissances scientifiques, quels que soient les lieux et acteurs en jeu dans leur mise en œuvre. Il s'agit bien d'une relation de profession que tous, mais plus particulièrement les agents de type 2 (les professionnels purs) et 3 (les expérimentateurs), tentent de préserver. Les agents de type 1 (les conseillers) intègrent fortement les contraintes économiques, et plus largement les contraintes de résultats, auxquelles il fait reconnaître qu'aucun autre n'est insensible, et ceci sans perdre de vue une tentative de concilier cet objectif avec des principes scientifiques. Enfin les

agents de type 4 (les agents de développement rural) commencent à introduire un autre type de rationalité très fortement en cohérence avec l'émergence, discrète, d'une forme de modernité tardive en Argentine : des critères locaux et singuliers d'adhésion de la communauté locale, pas seulement agricole, concernée par l'agriculture (agriculteurs, famille de ceux-ci, voisins, consommateurs, petits commerçants...).

Nous avons vu que les différents types d'emplois n'avaient pas été des barrières à la constitution d'une communauté professionnelle des ingénieurs agronomes chargés du développement agricole et en contact direct avec les producteurs, tout au moins jusqu'au début des années 1990. L'attitude décidée, et novatrice, des ingénieurs en références locales (les expérimentateurs), montre qu'une relation de type professionnel essentiellement basée sur une rationalité légale n'est pas à reléguer au passé. Toutefois, diverses observations s'imposent :

Aucune des relations de type professionnel portées en figure 1 ne peut être exercée comme si elle était la seule possible et sans articulation dans un ensemble plus complexe d'interventions et d'intervenants ;

- la figure ancienne du médiateur et de *la* médiation a tendance à disparaître pour laisser place à celle des médiations multiples et complexes. Celles-ci requièrent des professions variées du développement articulé dans des équipes ou des réseaux et contribuant à l'émergence de compétences collectives *ad hoc* ;

- aucun des agents de développement n'est plus assuré de faire sa carrière dans une modalité de relation professionnelle et la formation initiale doit donc préparer à une connaissance de l'ensemble des relations possibles, ainsi qu'à la collaboration avec d'autres professionnels du développement sur le terrain et auprès des mêmes publics ;

- il devient impossible de penser la relation de développement à partir d'une seule discipline ni de penser que les disciplines concernées ne vont pas devoir évoluer en fonction des phénomènes à l'œuvre sur le terrain. C'est ainsi que les jeunes professionnels doivent savoir collaborer avec des gens d'autres disciplines, et que la recherche doit être en lien étroit

avec les praticiens du développement et avec l'enseignement au sein de dispositifs interdisciplinaires.

### BIBLIOGRAPHIE

- Albaladejo (C.), 2002, « Les fonctionnaires et le développement rural en Argentine depuis 1991: entre la profession et le territoire, entre l'État et la ville », *Autrepart*, n°23, Paris, IRD-Éd. de l'Aube, p.43-56.
- Borzeix (A.) et Collard (D.), 2001, « Entre lieux-mouvements et lieux de vie: peut-on "gérer" les gares de banlieue ? », in Jeannot (G.) et Veltz (P.) (éds.), *Le travail, entre l'entreprise et la cité*, La Tour d'Aigues, Éd. de l'Aube, p. 39-52.
- Carricart (P.) et Bustos Cara (R.), 2002, Territorio local y cooperativas. Procesos de concentración y de desarticulación local. Jornadas de Extensión del Mercosur. VII Reunión del Seminario Permanente de Formadores en Extensión Rural. La Extensión y la Nueva Ruralidad. 18-20 de septiembre.
- Demazière (D.) et Dubar (C.), 1997, *Analyser les entretiens biographiques. L'exemple des récits d'insertion*, Paris, Nathan, 349 p.
- Dubet (F.), 2002, *Le déclin de l'institution*. Paris, Éd. du Seuil, 421 p.
- Gaignard (R.), 1979, *La Pampa argentine, l'occupation et la mise en valeur*, Thèse d'État de l'Université de Bordeaux III, 1174 p.
- Giddens (A.), 1987, *La constitution de la société*, Paris, PUF, 474 p.
- Goffman (E.), 1968, *Asiles*, Paris, Éd. de Minuit.

- Hughes (E.-C.), Chapoulie (J.-M.) (éd.), 1996, *Le regard sociologique. Essais choisis*, Paris, Éd. EHESS, 344 p.
- Ison (R.-L.) et Russel (D.-B.), 2000, *Agricultural extension and rural development. Breaking out of traditions*, Cambridge, Cambridge University Press, 239 p.
- Jeannot (G.) et Veltz (P.) (éds.), 2001, *Le travail, entre la cité et l'entreprise*, La Tour d'Aigues, Éd. de l'Aube, 302 p.
- Offe (C.), 1975, Introduction to Part III, « Legitimacy Versus Efficiency », in Lindberg (L.-N.), Alford (R.), Crouch (C.) et al. (eds.), *Stress and contradiction in modern capitalism*, La Tour d'Aigues, p. 245-259.
- Rolland (D.) et Chassin (J.) (éds.), 2003, *Pour comprendre la crise argentine*, Paris, L'Harmattan, 278 p.
- Saiegh (S.-M.) et Tommasi (M.), 2000, « Le labyrinthe fiscal de l'Argentine et la théorie des coûts de transaction en politique », *Problèmes d'Amérique Latine*, La Documentation Française, Paris, 37, p. 63-90.

Albaladejo Christophe (2006)

Le déclin institutionnel du "développement agricole" en Argentine : paroles d'agents en quête d'identité

In : Baré Jean-François (dir.). *Paroles d'experts : études sur la pensée institutionnelle du développement*

Paris : Karthala, p. 161-199. (Hommes et Sociétés)

ISBN 2-84586-738-7